



CHAPITRE 16

Loi concernant la construction d'un marché central des produits agricoles, dans la région métropolitaine de Montréal

[Sanctionnée le 14 mars 1951]

Préambule.

ATTENDU qu'il est conforme aux intérêts de la province en général, et de la classe agricole en particulier, de faciliter la vente des produits agricoles;

Attendu que la cité de Montréal est la métropole du Canada;

Attendu que la construction d'un marché central, dans la région métropolitaine de Montréal, bénéficierait largement aux cultivateurs, à la province et au pays en général;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Subvention.

1. Pour coopérer à la construction de ce marché central, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à même le fonds consolidé du revenu, accorder une subvention n'excédant pas un million de dollars.

Conventions.

2. A ces fins, le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à conclure avec une société ou corporation, composée en grande partie de cultivateurs, les conventions qu'il jugera appropriées; il peut accorder et payer à cette société ou corporation, à même le montant prévu à l'article précédent, les contributions ou subventions qu'il croit opportunes, le tout de la manière et aux conditions qu'il déterminera.

CHAPTER 16

An Act respecting the construction of a central market for agricultural products, in the Metropolitan region of Montreal

[Assented to, the 14th of March, 1951]

Preamble.

WHEREAS it is conformable to the interests of the Province in general, and to the agricultural class in particular, to facilitate the sale of agricultural products;

Whereas the city of Montreal is the metropolis of Canada;

Whereas the construction of a central market, in the metropolitan region of Montreal, would greatly benefit farmers and the Province and the country in general;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Grant.

1. In order to co-operate in the construction of such central market, the Lieutenant-Governor in Council may, out of the consolidated revenue fund, grant a subsidy not exceeding one million dollars.

Agreements.

2. For such purpose, the Lieutenant-Governor in Council is authorized to make with a society or corporation composed largely of farmers, the agreements he may deem suitable; he may grant and pay to such society or corporation, out of the amount provided for in the preceding section, the grants and subsidies he deems appropriate, the whole in the manner and upon such conditions he shall determine.

Contribu-
tions mu-
nicipales.

3. Nonobstant toute disposition législative inconciliable, la cité de Montréal, la Commission métropolitaine de Montréal et toute corporation de cité ou de ville sur l'île de Montréal, sont autorisées, avec l'approbation de la Commission municipale de Québec, à contribuer à la construction du marché en question, soit au moyen de la donation de terrains nécessaires soit au moyen d'octrois ou subventions en faveur de la société ou corporation mentionnée à l'article 2. Ces subventions ou octrois pourront être payés au moyen d'emprunts au sujet desquels l'approbation de la Commission municipale de Québec équivaudra à une législation définitive et incontestable.

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

3. Notwithstanding any incompatible legislative provision, the city of Montreal, The Montreal Metropolitan Commission and any city or town corporation in the island of Montreal, are authorized, with the approval of the Quebec Municipal Commission, to contribute to the construction of the market in question, either by way of the donation of the necessary land or by grants or subsidies in favour of the society or corporation mentioned in section 2. Such subsidies or grants may be paid by means of loans respecting which the approval of the Quebec Municipal Commission shall be equivalent to a final and unquestionable legislation.

4. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.